

«La femme en politique, un enjeu de démocratie»

Khadija Elmamad est une spécialiste de la question des migrations et des droits humains, dont elle tient d'ailleurs une chaire à l'Unesco à l'université Hassan II à Casablanca. Droits humains et droits des femmes aussi. Depuis de nombreuses années, cette universitaire suit de très près la situation de la Marocaine. Le chemin est encore long, mais les évolutions, dit-elle, sont inévitables et donnent bon espoir. Samedi, à l'occasion d'un colloque sur la démocratie, tenu à Rabat, Khadija Elmamad l'a de nouveau affirmé sans ambages :



tout démocrate ne peut se construire sans la moitié de la société. Elle n'a de cesse de dénoncer l'exclusion de la Marocaine de la prise de décision politique alors que les partis restent toujours ces citadelles imprenables pour toutes celles qui font le vœu de s'engager en politique. Les femmes réconcilieront-elles pour autant les citoyens avec l'action politique ? Khadija Elmamad s'interdit une réponse sur le mode du ghetto. "L'avenir de ce pays, ce sont aussi ses femmes et ses hommes".

«Les partis sont des citadelles fermées aux femmes»

Le féminisme, il est de même au gouvernement. Malgré la présence de quelques femmes — comptées sur le bout des doigts — on a constaté un retard en arrière puisque le nombre des femmes ministres s'est réduit en peau de chagrin. Pour que la Marocaine soit une véritable femme politique, au plus près de la décision, il s'agit impérativement qu'elle soit l'égal de l'homme. Autrement dit, si la femme n'est pas l'égal de l'homme, elle ne pourrait prendre les mêmes décisions que lui. La prise de décision politique sera par conséquent une chasse gardée qui se conjugue exclusivement au masculin!

L'association de la femme à la prise de décision, est-elle selon vous, un enjeu de démocratie au Maroc ?

Bien sûr que oui ! Il est nécessaire et même vital que les femmes participent à la prise de décision pour que le processus de démocratisation aboutisse et que la démocratie soit. Je vais être encore plus claire : il ne saurait y avoir de démocratie sans la participation plénière et effective des Marocaines qui représentent un peu plus que la moitié de la population.

La femme marocaine doit pouvoir jouir de ses droits et il faut, je le répète, qu'ils soient identiques à ceux de l'homme. Il est vrai qu'une certaine évolution est constatée. Force est de reconnaître que nous sommes passés d'une situation où la femme marocaine était majeure dans la sphère publique, et mineure dans la sphère pri-

Le Marocain désaffecté de plus en plus le champ politique. La femme peut-elle reconclier le citoyen avec le politique ?

Oui, mais pas n'importe quelle femme, pas la femme-abbé. On a vu des femmes utilisées par des partis comme décorum, si des Marocaines apparaissent sur la scène politique, faisant preuve de rigueur et d'honnêteté, elles pourront être cette passerelle entre les citoyens et la politique. Peut-être qu'un jour, nous verrons une femme à la tête d'un parti politique. J'ai bon espoir que cette Marocaine qui dirigerait un jour un parti politique soit un exemple d'un parti démocratique et ouvert. Je le répète, encore faut-il que nous ayons affaire à des femmes qui croient à ce qu'elles font. Il faut aussi et surtout qu'elles soient citoyennes. C'est malheureusement ce qui nous manque le plus, l'éducation à la citoyenneté.

Comment justement inculquer et ancrer cette culture à la citoyenneté ?

Je me rappelle d'un cours à l'école primaire, celui de l'instruction civique. Dans la plupart des pays, des États-Unis à l'Europe en passant par le monde arabe, les formations politiques ne sont pas ouvertes aux femmes. Dans le monde musulman, c'est même une tradition. À l'intérieur même des partis, le pouvoir a été pendant longtemps quasi interdit aux femmes. Vous savez, le Makhzen existe aussi dans les partis politiques.

J'ai eu à constater que de plus en plus de femmes sont à la tête d'associations. Indirectement, les Marocaines ont envahi le champ de la société civile pour pouvoir investir la prise de décision. Notre pays devrait saisir cette chance, cette opportunité que représente la moitié de sa société. Elles sont pour le moment dans la société civile étant donné qu'elles sont exclues des partis quant aux décisions importantes. Il serait bon et judicieux d'utiliser toutes ces potentialités féminines. Même si la société civile reste construite sur le mode makhzénien. Il faut toute une culture et procéder à toute une éducation à la citoyenneté, à l'égalité et au respect de l'Autre.

Le Marocain désaffecté de plus en plus le champ politique. La femme peut-elle reconclier le citoyen avec le politique ?

Oui, mais pas n'importe quelle femme, pas la femme-abbé. On a vu des femmes utilisées par des partis comme décorum, si des Marocaines apparaissent sur la scène politique, faisant preuve de rigueur et d'honnêteté, elles pourront être cette passerelle entre les citoyens et la politique. Peut-être qu'un jour, nous verrons une femme à la tête d'un parti politique. J'ai bon espoir que cette Marocaine qui dirigerait un jour un parti politique soit un exemple d'un parti démocratique et ouvert. Je le répète, encore faut-il que nous ayons affaire à des femmes qui croient à ce qu'elles font. Il faut aussi et surtout qu'elles soient citoyennes. C'est malheureusement ce qui nous manque le plus, l'éducation à la citoyenneté.

Comment justement inculquer et ancrer cette culture à la citoyenneté ?

Je me rappelle d'un cours à l'école primaire, celui de l'instruction civique. Dans la plupart des pays, des États-Unis à l'Europe en passant par le monde arabe, les formations politiques ne sont pas ouvertes aux femmes. Dans le monde musulman, c'est même une tradition. À l'intérieur même des partis, le pouvoir a été pendant longtemps quasi interdit aux femmes. Vous savez, le Makhzen existe aussi dans les partis politiques.

La transition démocratique tient colloque

Samedi, à Rabat, l'association Forum 21 pour le dialogue et le développement organisait une rencontre dédiée à la démocratie. Entière rencontre sur la transition démocratique ? pas tout à fait. Ici, les organisateurs ont voulu faire le point sur le processus de démocratisation au Maroc. L'évaluation était bien sûr au rendez-vous. Comment les citoyens font-ils l'apprentissage de la démocratie ? Comment se déroule cette transition ? Est-elle réellement accompagnée ? Tous se sentent-ils vraiment concernés par les choix d'un pays qui a décidé de changer ? Les questions se sont bousculées, révélatrices d'une soif de comprendre, de savoir. La culture de la citoyenneté, c'est aussi cela. C'est à dire des hommes et des femmes épris de démocratie et de liberté et qui ne veulent pas se voir confisqués leur transition.

Des questions ont été posées par une assistance qui a prouvé encore une fois que les citoyens ne sont pas ni mineurs ni assistés et qu'ils ont, surtout, conscience des enjeux de la démocratie. Ce faisant, ces poseurs de questions ont infligé un épinglant démenti à tous les partisans d'une "démocratie délivrée à doses homéopathiques". L'avenir du processus marocain de démocratisation a plané sur cette rencontre. La démocratie à un avenir et tous voulaient y croire. On semblait lire soudain "attention fragile". Comme si personne ne voulait que ce rêve de démocratie ne se brise et se fracasse en mille morceaux.

Grâce soit rendu au Forum 21 qui viendra rappeler aux mémoires les plus rétives que la démocratie n'est pas seulement une affaire politique ou de réforme constitutionnelle. La culture et les médias occupent une large part des interventions. Le philosophe Bensalem Hinnouch s'interrogera, entre cynisme et ironie, sur le rôle des intellectuels en terre marocaine. Sont-ils spectateurs de la transition ? En sont-ils partie prenante ? Ou, sont-ils alors dans la posture plutôt confortable de l'observateur critique mais toujours lointain ? Et la Morla espagnole, ce mouvement culturel qui a porté la transition démocratique espagnole de l'après-franquisme d'envahir les esprits...

N. Rerhaye

■ Pêle-mêle

AMDH, les conséquences d'un congrès tumultueux

De la scission dans l'air. Tous les exclus et déçus du dernier congrès de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH) envisagent l'éventualité de créer une nouvelle structure. «Une sorte de fédération des droits de l'homme», nous a affirmé notre source avant de nous apprendre que «le débat est ouvert et que les réunions se multiplient dans un cadre informel».

Le tournant politique emprunté par l'AMDH et son éloignement de sa vocation initiale de défense des droits humains ont fini par exaspérer certains activistes qui ne supportent plus l'hégémonie du PADS et de Ennahj Addimokrati.

Par ailleurs, la même AMDH, ou du moins ceux qui y sont restés, ont reconduit dimanche, Abdelhamid Amine à la tête de l'Association. Une élection faite par le bureau central.

Selon un communiqué de l'AMDH, la commission administrative, réunie dimanche lors d'une session sous le signe «le martyr Abdelaziz Rantiss», a élu à la majorité, les membres du bureau central composé de 14 personnes, dont 4 femmes.

Le bureau central comprend: Ali Amar : vice-président, Abdelatif Mostaghfir : secrétaire général, Abdelilah Mesdadi : secrétaire général adjoint, Abdelkhalak Benzekri : trésorier, Abdeljalil Laaroussi : trésorier adjoint, Conseillers: Khadija Ryadi, Mohamed El Amri, Saloua Han, Mohamed Haskouri, Maria Charaf, Mohamed Benyoub, Aïka Aïf et Mohamed Sadkou.

L'AMDH tiendra, mardi 27 avril, une conférence de presse consacrée à la présentation des résultats du 7ème congrès national, tenu du 9 au 11 avril, conclut le communiqué.

Présidents de régions et maires sénégalais au Maroc

La section sénégalaise du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris organise du 18 au 25 avril un voyage d'étude au Maroc au profit d'une quarantaine d'auditeurs, dont une dizaine de présidents de régions et de maires du Sénégal. Ce séminaire, organisé pour la troisième fois consécutive au Maroc en coopération avec le Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Rabat, verra la participation de plusieurs présidents de régions et maires marocains. La délégation des auditeurs et des élus locaux sénégalais rencontrera plusieurs responsables marocains, notamment du ministère de l'Intérieur, pour examiner les moyens à même d'asseoir une coopération entre les collectivités locales au Maroc et au Sénégal. La direction de la section sénégalaise du Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris a affirmé que le choix du Maroc pour tenir ce voyage d'étude est une marque de reconnaissance pour «l'accueil chaleureux» et les facilités qui leur ont été accordées lors des précédents séjours. Les séminaristes consacreront la journée du 22 avril au thème sur «La gestion des collectivités locales et le rôle des nouvelles technologies de l'information».